



Déclaration du G8 sur le Soudan/Darfour

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement du G8 réunis à Heiligendamm, sommes gravement préoccupés par le conflit et les troubles qui continuent d'affliger le Soudan. Bien que l'Accord de paix global intervenu en janvier 2005 ait mis fin aux hostilités dans le Sud, le retard qui perdure dans la mise en œuvre de ses éléments cruciaux menace de saper les efforts visant à faire du Soudan un pays uni, pacifique, prospère et fondé sur la primauté du droit. Nous appelons les parties à faire encore davantage pour appliquer cet accord de bonne foi.
2. Nous sommes profondément perturbés par la tragique situation sur les plans humanitaire et de la sécurité au Darfour. Dans ce contexte, nous déplorons les bombardements effectués par le gouvernement du Soudan dans le Darfour Nord en avril et mai, ainsi que les attaques menées par des factions rebelles contre le personnel de la MUAS, et nous exhortons toutes les parties à respecter les accords de cessez-le-feu et leurs obligations découlant de la résolution 1591 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les personnes qui violent les droits des civils au Darfour doivent être tenues responsables de leurs actes, et nous allons soutenir les efforts visant à traduire en justice les auteurs d'atrocités.
3. Nous appelons encore une fois le gouvernement du Soudan et les mouvements rebelles à faire en sorte que les humanitaires puissent avoir librement accès, et en toute sécurité, aux personnes touchées par le conflit, et nous insistons sur la nécessité, pour toutes les parties, de respecter le droit international humanitaire. Nous accueillons avec satisfaction le Communiqué conjoint sur la facilitation des activités humanitaires au Darfour, que les Nations Unies et le gouvernement du Soudan ont fait paraître le 28 mars 2007, et demandons que ses dispositions soient intégralement mises en œuvre. Nous réitérons notre engagement à maintenir notre aide humanitaire, et allons, de concert avec l'Union africaine et les Nations Unies, recenser les options qui permettraient d'améliorer l'accès humanitaire.
4. Nous soulignons qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit darfourien, et nous soutenons sans réserve les efforts déployés par les Envoyés spéciaux des Nations Unies et de l'Union africaine pour amener les parties à la table de négociation en vue d'un règlement politique. Nous saluons le Consensus de Tripoli du 29 avril 2007, aux termes duquel tous les efforts régionaux et internationaux menés à cette fin devront être coordonnés par les Envoyés spéciaux, et nous engageons le gouvernement du Soudan et les mouvements rebelles à participer pleinement à ce processus politique.
5. Convenant qu'une solution politique au conflit darfourien doit prévaloir, nous soulignons la nécessité d'améliorer les conditions de sécurité afin de créer un environnement propice aux négociations et à l'accès humanitaire. Dans ce contexte, nous nous réjouissons de voir que le gouvernement du Soudan a accepté le programme de soutien massif des Nations Unies à la MUAS, et demandons

instamment à l'ONU, à l'Union africaine et au gouvernement du Soudan d'en diligenter le déploiement. Nous réitérons aussi notre détermination à soutenir la MUAS dans sa transition rapide vers une mission hybride UA/ONU, et exhortons les autres partenaires internationaux à faire de même.

6. Nous attendons avec intérêt la visite que le Conseil de sécurité doit effectuer à Khartoum le 17 juin, et exhortons le gouvernement soudanais à profiter de cette occasion cruciale pour déclarer sa pleine acceptation de l'opération hybride.

7. Le conflit au Darfour menace la paix et la sécurité dans la région élargie. Nous sommes préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire au Tchad et en République centrafricaine, et demandons aux gouvernements du Tchad et du Soudan de respecter leur engagement, récemment renouvelé, à cesser de soutenir les mouvements armés et à améliorer leurs relations.

8. Nous demeurons fermement déterminés à régler la crise au Darfour. Si le gouvernement du Soudan ou les mouvements rebelles continuent de faillir à leurs obligations, nous allons soutenir la prise de mesures appropriées par le Conseil de sécurité.